

moment-ci. J'ai des doutes à ce sujet, mais si le ministre est prêt à répondre, je n'y vois pas d'objection sérieuse.

[Traduction]

L'hon. M. Basford: Si j'ai bien compris, c'était le plan annoncé par le président de la Commission des prix et des revenus. En cas de changement, comme il s'agit d'une commission indépendante, toute déclaration devrait émaner de la Commission.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES EXPLOSIONS NUCLÉAIRES SOUTERRAINES

M. Barry Mather (Surrey): J'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Songeant aux essais nucléaires souterrains récemment effectués massivement par l'Union soviétique et les États-Unis, ceux des États-Unis revêtant un intérêt particulier pour beaucoup d'habitants de la Colombie-Britannique, le ministre pourrait-il envisager de faire, à bref délai un rapport sur les démarches entreprises par le Canada en vue d'accélérer la signature d'un traité bannissant les essais nucléaires?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Oui, monsieur l'Orateur. Le Canada a déployé beaucoup d'efforts au cours de ses discussions en vue d'aboutir à une interdiction générale de ces essais; pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire le compte rendu de l'Assemblée générale et du comité de Genève sur le désarmement. Comment déterminer les violations lors des essais souterrains d'explosions nucléaires reste le principal problème. Nous proposerons, à la session en cours de l'Assemblée générale, que tous les États membres soumettent les listes de leurs installations de détection sismologiques accompagnées de l'assurance qu'ils fourniront rapidement les données nécessaires pour aider à vérifier si une secousse a été causée par un tremblement de terre ou par une explosion nucléaire souterraine.

M. R. N. Thompson (Red Deer): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Lors des discussions entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de Pékin, à Stockholm, a-t-il été question des essais nucléaires, notamment des nombreuses explosions nucléaires qui ont eu lieu en Chine ces dernières semaines?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nos négociations à Stockholm ont pour but principal de nous placer dans une position où il nous sera enfin possible d'avoir ce genre d'entretiens avec un gouvernement qui représente un si fort pourcentage de la population mondiale.

[M. l'Orateur.]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

QUESTION RELATIVE AUX ACCUSATIONS PORTÉES CONTRE LE RÉSEAU FRANÇAIS

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable premier ministre.

Étant donné ses déclarations récentes au sujet de la Société Radio-Canada, alors qu'il semblait parler d'une situation de fait, peut-il nous dire quelles mesures concrètes il entend prendre pour éclaircir cette situation et vérifier la véracité de ses accusations?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Pour ce qui est de la véracité, monsieur l'Orateur, je me fiais, en partie, sur ce que le chef du Ralliement créditiste (M. Caouette) a dit plusieurs fois pendant la dernière session et également sur ce qui a été dit par des députés de tous les partis de la Chambre.

Quant à une mesure précise à prendre, monsieur l'Orateur, je n'en propose aucune actuellement. J'ai confiance dans la direction de Radio-Canada. Je pense que mon rôle, actuellement, est de me fier aux administrateurs pour m'assurer qu'ils réussissent dans leur mandat. S'ils ne réussissent pas, la question devient hypothétique et le gouvernement devra songer à d'autres mesures.

M. Fortin: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Étant donné que le très honorable premier ministre a porté des accusations graves contre la Société Radio-Canada et que celle-ci relève de l'autorité du Parlement, peut-il dire s'il a l'intention de saisir de cette question la Chambre ou un des comités?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, le comité existe déjà, et si les membres expriment le désir d'examiner cette question, je serai fort content d'entendre cette requête. Mais les membres du parti du Ralliement créditiste sont représentés au sein de ce comité et je répète que les accusations les plus virulentes contre la Société Radio-Canada sont venues de ce côté. Alors, je pense qu'ils doivent connaître leur diagnostic mieux que moi.

[Traduction]

M. W. B. Nesbitt (Oxford): A titre de question complémentaire, monsieur l'Orateur, et compte tenu de la proposition du très honorable premier ministre tendant à ce que le gouvernement intervienne en ce qui concerne les émissions de propagande séparatistes à la Société Radio-Canada, je me demande si le premier ministre s'apprête aussi à s'intéresser de la même manière à la part considérable de